



***LA FAIBLESSE DU PROJET EUROPEEN FACE A
L'HEGEMONISME DES ETATS-UNIS***

***Le combat pour un monde multipolaire et
démocratique***

**Mémoire de géopolitique
du chef de bataillon Jean KERGUS
dans le cadre du séminaire « Politique extérieure des États-Unis »**

Directeur : Madame Denise ARTAUD

Avril 2002

**La faiblesse du projet européen face à l'hégémonisme des Etats-Unis:
Le combat pour un monde multipolaire et démocratique.**

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE : L'OTAN, BRAS ARME DE LA DOMINATION AMERICAINE

DEUXIÈME PARTIE : LE PROJET IMPERIALISTE AMERICAIN ET L'EFFACEMENT
DU PROJET EUROPEEN

TROISIEME PARTIE : LE CAPITALISME PERMANENT ERIGE EN IMPERIALISME

QUATRIEME PARTIE : COMBATTRE POUR UN MONDE MULTIPOLAIRE ET
DEMOCRATIQUE

INTRODUCTION

L'intervention de l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord) en ex-Yougoslavie a été présentée par les médias dominants, comme exclusivement motivée par la volonté des sociétés démocratiques du monde atlantique de mettre un terme aux atrocités perpétrées au Kosovo par les autorités de Belgrade. Au regard de cette motivation noble, les erreurs éventuelles (fallait-il bombarder la Serbie ou intervenir autrement?) prennent la dimension de débats secondaires, ne remettant pas en cause la justesse de principe de l'intervention de l'OTAN, bras armé de la démocratie. Afin de ne pas mettre en en doute les intentions des gouvernements de l'OTAN, les débats fondamentaux sont évacués : nature de l'OTAN, asymétrie des rapports Etats-Unis/alliés européens, rapports conflictuels possibles entre les objectifs de Washington et ceux du projet européen, exigences réelles du progrès de la démocratie.

La guerre du Kosovo révèle de plus en plus clairement la vision stratégique tridimensionnelle des Etats-Unis, à laquelle les européens se sont ralliés, et dont les éléments constitutifs - et inséparables - sont : la mondialisation dérégulée des marchés, l'utilisation de la puissance militaire des Etats-Unis et de l'OTAN comme force de police à vocation universelle, et l'adhésion au système des valeurs et des pratiques de la mondialisation libérale. Ce projet d'ensemble efface celui propre à l'Union européenne, qui perd une grande part de sa consistance, au bénéfice d'une réaffirmation de l'hégémonisme des Etats-Unis.

1. PREMIÈRE PARTIE : L'OTAN, BRAS ARME DE LA DOMINATION AMERICAINE

Créée en 1949, l'OTAN était destinée à contrer la menace soviétique de l'après-guerre ; elle est devenue progressivement, surtout depuis les bouleversements à l'Est, un instrument de la politique étrangère des Etats-Unis, venant en complément de leur suprématie économique. Cette perspective tend à s'opposer au droit des Européens, indiscutable dans l'état actuel de développement de la civilisation, d'assurer eux-mêmes leur propre défense. Mais l'OTAN ne constitue pas le moyen de satisfaire ce droit, car ce n'est pas une alliance entre égaux ; elle place forcément les alliés européens en position de subalternes, contraints de s'aligner sur les objectifs propres des Etats-Unis. Le Général De Gaulle est le seul homme politique européen important de l'après-guerre qui est compris le risque que l'intégration dans l'OTAN représente pour l'Europe.

1.1 LE CAS DE LA YUGOSLAVIE

De la guerre de Golfe à celle du Kosovo, l'histoire montre que l'OTAN n'agit et n'agira que pour servir les objectifs de Washington et rien d'autre. Elle n'interviendra en effet que si les Etats-Unis le décident, et n'agira pas si ceux-ci ne le veulent pas. Certes, les Etats-Unis ne sont intervenus ici (par le biais du feu vert à l'OTAN) qu'à la demande expresse des états européens. Circonstance aggravante, puisqu'elle implique la responsabilité absolue de ces derniers dans cette agression, puisque – on en conviendra sans doute- la Yougoslavie ne menaçait pas l'Europe d'agression !

L'option des bombardements

En choisissant d'intervenir sous couvert de l'OTAN, les européens se sont placés d'emblée en position de serviteurs de la politique américaine. Cela est apparu clairement dès les négociations de Rambouillet, quand Madame Albright a imposé des conditions inacceptables pour tout pays qui se respecte, à savoir les mesures permettant un déploiement militaire sur toute la Serbie. Cette démarche révélait ainsi les objectifs de Washington : rendre inévitable l'option des bombardements et imposer à la Serbie un Kosovo indépendant ; l'hégémonisme des Etats-Unis a en effet besoin d'états de ce genre, entièrement à leur dévotion. Ils se paieront en prenant le contrôle des richesses minières du pays (en particulier le

cadmium). La guerre du Kosovo apparaît bien comme une guerre américaine contre l'Europe. Et l'Union Européenne l'a perdue, avec l'assentiment des diplomates européennes.

La mainmise des Etats-Unis se dessine également à travers la marginalisation de l'administration impuissante des Nations Unies, dont l'action est solidement contrôlée par l'administration américaine.

Cette situation pouvait être évitée, par exemple si la France avait dit non, dès Rambouillet, au projet américain. Plus tôt encore, la France aurait pu refuser d'emboîter le pas à l'Allemagne, et de soutenir un démembrement hâtif de la Yougoslavie qui ne pouvait conduire qu'au chaos et à l'horreur. Or, la Grande-Bretagne soutient toujours les choix de Washington, et l'Allemagne s'était ralliée à cette position. Le gouvernement français a alors adopté la position de ses voisins, peut-être dans l'idée de sauver l'idée européenne en lui donnant une priorité absolue. Au contraire, il a contribué à affaiblir cette idée européenne, puisque l'Europe n'existe plus, dans cette perspective, que dans la mesure où elle s'aligne sur les positions américaines, et accepte ainsi son leadership.

Après la décision d'intervention, la suite des événements n'a fait qu'illustrer l'asymétrie Etats-Unis/Europe. Aux déclarations du président américain Bill Clinton décidant de la conduite de la crise, ont suivi les déclarations serviles des chefs d'état et de gouvernements européens, tentant de faire croire à l'opinion que les décisions avaient été prises collectivement. Ils ont fait figure de subordonnés dociles de Washington, comme l'ont fait remarquer de nombreux observateurs latino-américains, accoutumés à ce genre de déclarations des serviteurs de Washington. L'objectif américain de cette intervention de l'OTAN était bel et bien de briser toute velléité d'indépendance des états européens et de démontrer que l'Union Européenne n'existait pas réellement, puisqu'elle n'était pas en mesure d'agir seule, dans sa propre zone d'influence.

Le droit international bafoué

Certes le but de l'intervention de l'OTAN était de sauver les Albanais du Kosovo des atrocités perpétrées par le régime de Belgrade. On se heurte ici au problème bien réel de l'articulation du principe de souveraineté des nations d'une part, et des principes relatifs au respect des droits des hommes et des peuples d'autre part. Mais en choisissant de donner la priorité absolue aux seconds, quitte à bousculer le principe de souveraineté, les européens ont mis le doigt dans un engrenage fatal, qui risque de détruire, à plus long terme, les chances de progrès de la démocratie et du respect des peuples.

Car le principe du respect de la souveraineté des nations reste la pierre angulaire du droit international. Déjà, en 1935, dans un discours devant la Société des Nations (SDN), l'Empereur Haïlé Sélassié avait fait comprendre que la violation de ce principe – par les puissances fascistes de l'époque – sonnait le glas de cette organisation. Que ce principe fondamental soit aujourd'hui allègrement violé par les démocraties elles-mêmes ne constitue pas une circonstance atténuante, mais au contraire aggravante. Elle annonce la fin peu glorieuse de l'ONU, traitée en chambre d'enregistrement de décisions prises ailleurs et mises en œuvre par d'autres.

L'adoption du principe de souveraineté nationale, en 1945, s'accompagnait logiquement de l'interdiction du recours à la guerre. Agresseurs, les états sont condamnés par avance. Le recours de la Yougoslavie au Tribunal de La Haye est, sur ce point, irréprochable, et pourrait lui donner droit à réparation. Mais le Tribunal de La Haye ne condamnera pas l'OTAN, ce qui démontre que le droit international est bien loin d'être équitable, depuis que Washington en a décidé ainsi.

Même si la Charte des Nations Unies avait donné une interprétation absolue du principe de souveraineté, l'opinion publique ne peut accepter qu'il autorise tous les excès à l'égard des individus placés sous la juridiction des gouvernements. Il convient donc de concilier souveraineté et droits de l'homme, sans supprimer un des termes. Or la voie choisie par les Etats-Unis, et derrière eux les alliés européens, cache les objectifs véritables de l'opération, qui n'ont pas grand-chose à voir avec le respect des droits humains, malgré le matraquage médiatique effectué dans ce sens.

Pour faire respecter les droits des Albanais du Kosovo, une autre méthode politique et militaire aurait pu être choisie, autre que le bombardement intensif de tout un pays. Par le choix de cette méthode, Washington entendait montrer au monde entier qu'ils étaient les plus forts et qu'ils avaient les moyens de mettre au pas les récalcitrants. Les européens, en s'alignant sur cette option radicale, ont démontré que l'OTAN n'est rien d'autre que l'instrument de la politique extérieure de Washington.

La guerre du Kosovo constitue un tournant politique dangereux, lourd de menaces à l'égard de la démocratie et des droits des peuples. Il n'est pas question de passer sous silence les responsabilités des classes dirigeantes locales, tentant d'appuyer leur légitimité sur un chauvinisme ethnique, débouchant sur les atrocités du nettoyage ethnique. Mais on ne peut que constater que l'Europe a jeté de l'huile sur le feu, par la reconnaissance quasi immédiate de la Slovénie et de la Croatie, sans que ne soit imposée la moindre condition de respect des droits

des minorités créées par l'éclatement de la Yougoslavie. Ce choix ne pouvait qu'encourager les régimes criminels. Les analyses critiques dénonçant les massacres ont été plus ou moins placées sous silence, selon les enjeux du moment. Les responsables de Belgrade ainsi que les gouvernements européens ont fabriqué ensemble les conditions du drame du Kosovo, et créé les conditions dans lesquelles le peuple de cette province n'avait le choix qu'entre deux alternatives tragiques : se soumettre aux exactions de Belgrade, ou passer sous la coupe de l'OTAN, donc des Etats-Unis. L'Europe n' a eu ni la volonté, ni la capacité à trouver et mettre en œuvre une autre solution.

1.2 L'ENSEIGNEMENT DES AUTRES CAS

D'autres exemples de gestion des crises par les Etats-Unis sont tout aussi édifiants; les droits de certains peuples doivent être défendus *manu militari*, tandis que pour d'autres il est hors de question de s'engager, car cela gênerait la géostratégie des Etats-Unis.

Si les populations kurdes sont délibérément livrées aux atrocités de l'armée turque, c'est parce que les Etats-Unis jugent l'amitié d'Ankara utile pour soutenir leurs visées en Transcaucasie et en Asie Centrale. Ainsi Robert Hunter, ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'OTAN, écrivait dans le Washington Post en avril 1998 : "(le Kosovo) constitue la porte d'entrée pour des régions d'intérêt primordial pour les Occidentaux – comme le conflit arabo-Israélien, l'Irak et l'Iran, l'Afghanistan, la Caspienne et la Transcaucasie. La stabilité en Europe du sud est essentielle pour la protection des intérêts occidentaux et la réduction des dangers venant de l'est". Ceci concerne bien sûr le pétrole d'Asie centrale et le choix des trajets des oléoducs qui en permettent le contrôle et l'évacuation. Le même souci pétrolier explique que les talibans en Afghanistan aient bénéficié du soutien de Washington, jusqu'aux attentats du 11 septembre. Les Etats-Unis, encore plus qu'avant, garderont un œil très attentif sur cette région. Qui mieux que l'Afghanistan pourrait garantir la sécurité d'un oléoduc acheminant le pétrole de Turkménie vers la mer d'Oman? Du même coup, les organisations féministes américaines, de réputation intransigeante lorsque les droits des femmes sont bafoués, se taisent.

Si le pouvoir de Belgrade a indiscutablement commis des atrocités, celui de Kigali a perpétré un véritable génocide, sans réelle opposition de certains gouvernements européens. Le tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie traque avec acharnement les criminels de guerre serbes, encouragé par l'Otan. Dans le même temps, des piles de dossiers, réunissant avec

précision les crimes de quelques-uns des responsables du génocide rwandais, sont délibérément ignorées du tribunal pénal international. En effet l'inculpation des présumés coupables et assassins pourrait gêner de hauts diplomates et fonctionnaires, au point que toute accusation pouvant leur porter ombrage est d'évidence absurde.

D'une manière générale, la cause de la démocratie est l'objet d'un traitement cynique, adapté aux circonstances ; ni les américains, ni les européens ne transigent sur leurs principes, prétendent-ils. C'est sans doute la raison pour laquelle, en Angola, les occidentaux combattent ce qui reste du Mouvement Pour la Libération de l'Angola (MPLA), issu du socialisme totalitaire, et préfèrent Jonas Savimbi. Pourtant le peuple angolais, dans des élections non contestées, avait préféré "*les voleurs du MPLA aux assassins de Savimbi*".

Ce jugement populaire fort réaliste n'a pas eu l'heur de plaire aux puissances occidentales, qui continuent, sans hésitation, à préférer le soutien aux assassins.

Il est vrai que l'Otan n'a pas toujours été regardante en ce qui concerne le respect des principes de la démocratie. Ainsi, les participations du Portugal de Salazar, celle de la Turquie, ou de la Grèce des colonels ne lui ont jamais posé de problèmes majeurs.

1.3 LA LECTURE DU SUD

Le discours concernant la démocratie et les droits des peuples manque donc cruellement de crédibilité, en particulier en Asie et en Afrique, dès lors qu'il est établi qu'il vient de l'Occident. Peu de monde, en Asie et en Afrique, donne aux discours des pouvoirs et des médias occidentaux sur ces thèmes, un sens autre que celui de manoeuvres intéressées, voire mensongères, destinées à cacher des objectifs impérialistes. Seuls quelques diplomates peureux et des Organisations Non Gouvernementales (ONG), dont la survie dépend du soutien financier des occidentaux se gardent bien de le proclamer. Il peut arriver également qu'une communauté particulière soit placée dans une situation où l'intervention des occidentaux est perçue comme la seule planche de salut. Mais il ne s'agit alors que de groupes restreints, souvent instrumentalisés par les pouvoirs dominants du système mondial. Ces résultats constituent un obstacle sérieux au développement de la démocratie à l'échelle mondiale. Les peuples d'Asie et d'Afrique aspirent pourtant à un mieux-être matériel, et à la démocratisation de leurs sociétés. Mais l'alignement de la plupart des gouvernements de gauche européens sur la stratégie interventionniste de Washington constitue, aujourd'hui, un obstacle supplémentaire à toute cause universaliste.

Si les motifs invoqués par Washington et ses alliés européens n'ont rien à voir avec les objectifs réels, on peut estimer que leurs interventions perdent une grande part de leur légitimité.

DEUXIEME PARTIE : LE PROJET IMPERIALISTE AMERICAIN ET L'EFFACEMENT DU PROJET EUROPEEN

Les classes dirigeantes de tous les pays de la triade (Etats-Unis et Canada, Union Européenne, Japon) qui constituent ensemble les centres développés du capitalisme mondial et l'ensemble des forces politiques qui les représentent, de la droite classique à la gauche majoritaire, se sont ralliés, depuis une vingtaine d'années, à une doctrine néo-libérale, fondée sur le principe de la liberté laissée aux marchés dérégulés, tant aux plans nationaux qu'à celui du système mondial. Le projet donne priorité aux stratégies d'expansion et y soumet l'ensemble des politiques mises en œuvre dans tous les domaines de la vie sociale, y compris celles concernant l'ordre international et la géostratégie.

2.1 L'origine de la phase néo-libérale

L'essor de l'après-guerre (1945-1975) avait été fondé sur la complémentarité des trois projets sociétaux de l'époque, à savoir le projet de l'état de bien-être de la social-démocratie nationale, basé sur l'efficacité de systèmes productifs nationaux interdépendants; le projet de construction nationale à la périphérie du développement (idéologie du développement); enfin, le projet soviétique d'un capitalisme sans capitalistes. La double défaite du fascisme et du vieux colonialisme avait, en effet, créé une conjoncture permettant aux classes populaires et aux peuples victimes de l'expansion capitaliste d'imposer des formes de régulation de l'accumulation du capital qui ont été à la base de cet essor.

De 1968 à 1975, on assiste à une érosion, puis un effondrement des systèmes sur lequel reposait l'essor antérieur. La période, qui n'est pas close, n'est donc pas celle de la mise en place d'un nouvel ordre mondial, mais d'une incertitude, loin d'être surmontée. Les politiques mises en œuvre dans ces conditions visent uniquement à gérer la crise, sans répondre à une stratégie positive d'expansion du capital.

Dans l'histoire moderne, les moments de chaos succèdent aux phases de reproduction sur bases de systèmes d'accumulation stables. Dans les phases stables, comme l'essor de l'après-guerre, le déroulement des événements donne l'impression d'une certaine monotonie, parce que les rapports sociaux et internationaux, qui en sont l'architecture, sont stabilisés. On voit se dessiner de manière relativement claire des sujets historiques actifs, définis et précis (classes sociales actives, Etats, partis politiques et organisations sociales dominantes) dont les

pratiques paraissent solides et donc les réactions prévisibles en presque toute circonstance. De même, les idéologies qui les soutiennent bénéficient d'une légitimité qui paraît incontestée. Dans ces moments, si les conjonctures peuvent changer, les structures demeurent stables. La prévision est alors possible, et même facile. Le danger existe alors de vouloir prolonger trop loin ces prévisions, comme si les structures en question étaient éternelles, sans prendre en compte les contradictions latentes.

Ces contradictions effectuent en effet un travail de sape et, d'un jour à l'autre, les structures dites stables s'effondrent. L'histoire entre alors dans une phase de transition, mais cette phase est vécue comme une transition vers l'inconnu. En effet, dans cette phase, se cristallisent lentement de nouveaux sujets historiques, qui inaugurent lentement de nouvelles pratiques et leur fournissent des légitimations par de nouveaux discours idéologiques, souvent confus au départ. Lorsque ces processus de changement auront évolué et mûri, de nouveaux rapports sociaux apparaîtront.

2.2 La gestion économique de la crise

La crise s'exprime par le fait que les profits tirés de l'exploitation ne trouvent pas de débouchés suffisants dans des investissements rentables, susceptibles de permettre le développement de capacités de production supplémentaires. La gestion de la crise consiste alors à trouver d'autres débouchés, de manière à éviter la dévalorisation massive et brutale de cet excédent de capitaux. La solution à la crise impliquerait, par contre, la modification des règles sociales commandant la répartition du revenu, la consommation, les décisions d'investissement, c'est-à-dire un autre projet social, cohérent, que celui fondé sur la règle exclusive de la rentabilité.

La gestion économique de la crise vise systématiquement à déréguler, affaiblir les rigidités syndicales, libéraliser les prix et les salaires, réduire les dépenses publiques (notamment subventions et services sociaux), privatiser, libéraliser les rapports avec l'extérieur. *Déréguler* est d'ailleurs un terme trompeur; tous les marchés sont régulés et ne fonctionnent correctement qu'à cette condition. La seule question est de savoir par qui et comment ils sont régulés. La dérégulation masque souvent, en effet, la régulation unilatérale par le capital dominant. Le fait que la libéralisation en question enferme l'économie dans une spirale involutive de stagnation, ingérable au plan mondial, est gommé au bénéfice de l'idée véhiculée que le libéralisme préparerait un développement sain et bénéfique.

La gestion de la crise doit faire face à la masse gigantesque de capitaux flottants, générés par la machine économique soumise au critère exclusif du profit. La libéralisation des

transferts internationaux de capitaux, l'adoption de changes flottants, les taux d'intérêts élevés, le déficit de la balance extérieure américaine, la dette extérieure du Tiers Monde, les privatisations, constituent ensemble une politique parfaitement rationnelle. Cette politique offre aux capitaux flottants le débouché d'une fuite en avant dans le placement spéculatif, écartant ou retardant le danger majeur, celui d'une dévalorisation massive de l'excédent de capitaux. Deux chiffres permettent d'imaginer l'énorme grandeur de cet excédent : le commerce mondial, de l'ordre de 3000 milliards de dollars par an, et celui des mouvements internationaux de capitaux flottants, de l'ordre de 80 à 100 000 milliards de dollars par an, soit trente fois plus important.

2.3 L'hégémonie des Etats-Unis

L'hégémonie des Etats-Unis s'affirme de plus en plus, même si, d'une certaine manière, elle est en crise. Cette hégémonie est à la fois multidimensionnelle, relative, et toujours menacée. Elle est multidimensionnelle, car outre son aspect économique prédominant, elle est également politique et idéologique, comme militaire; l'on pourrait même y ajouter l'aspect culturel. Relative, car l'économie capitaliste n'est pas un empire-monde, gouverné par un centre unique; le centre hégémonique doit nécessairement passer des compromis avec les autres membres, même dominés, surtout s'ils refusent cette position. Ainsi, l'hégémonie est toujours menacée par l'évolution des rapports de force entre les partenaires du système mondial.

Au regard de la dimension économique, en particulier des tendances structurelles de la balance commerciale, on s'aperçoit que l'hégémonie américaine, écrasante en 1945, s'efface dès les années 1960 et 1970, par le brillant rattrapage européen et japonais. Les Européens ne cessent de le rappeler, en termes bien connus : l'Union Européenne constitue la première force économique et commerciale à l'échelle mondiale. L'affirmation est un peu rapide. Car s'il y a bien un marché européen unique et une monnaie unique (et pas pour tous les membres), l'économie européenne n'existe pas. Il n'y a pas un système productif européen comme il en existe aux Etats-Unis. Les économies, mises en place en Europe par les Etats, et le façonnement, dans ce cadre, de systèmes nationaux autocentrés – même agressivement ouverts depuis ces dernières années – sont demeurées globalement inchangées. Il n'y a pas de transnationales européennes, mais seulement des transnationales françaises, allemandes, britanniques, etc.

Les seules exceptions ont été le produit de coopération inter Etats, dans le secteur public, et dont Airbus constitue l'exemple-type; cette observation rappelle le rôle décisif de l'action du secteur public dans la transformation des structures. Il y a peu d'interpénétration des capitaux nationaux; elle est en tous cas bien moins dense dans les rapports intra européens que

dans ceux que chacune des nations européennes entretient avec les Etats-Unis ou le Japon. Si les systèmes productifs européens sont érodés, au point que les politiques nationales perdent une grande part de leur efficacité, c'est précisément au bénéfice de la mondialisation des forces qui la dominent, et non à celui d'une intégration européenne, encore presque inexistente.

Si l'on considère d'autres aspects de la vie économique, comme l'innovation technologique ou la place tenue par la monnaie nationale dans le système monétaire international, l'asymétrie entre les Etats-Unis et l'Union Européenne est flagrante. En matière de technologie, la supériorité militaire des Etats-Unis demeure le vecteur principal d'un avantage nord-américain incontestable. Or, la recherche militaire produit des effets civils décisifs, comme Internet par exemple. L'usage du dollar comme moyen de règlement international dominant constitue un avantage important, que l'Euro ne paraît guère en mesure de menacer. Cet avantage permet aux Etats-Unis de soutenir un déficit permanent de leur balance extérieure, atténuant ainsi les conséquences d'une perte de compétitivité sur les marchés mondiaux.

Tant qu'il n'existera pas une économie européenne intégrée, l'adoption de l'euro comme monnaie commune restera fragile et menacée, et l'euro ne sera pas en mesure de supplanter le dollar à l'échelle mondiale.

2.4 L'offensive des Etats-Unis face au projet européen

La crise financière de la dernière décennie a conduit le G7 à changer de langage. Le terme de régulation, jusqu'alors prohibé, retrouve une place, avec la régulation des flux financiers internationaux. La stratégie de fond reste cependant inchangée: il s'agit toujours de permettre au capital dominant des transnationales de rester maître du jeu. Mais beaucoup d'âmes bien intentionnées sont et seront les dupes de ce nouveau discours. La Banque Mondiale s'emploie déjà, depuis plusieurs années, à instrumentaliser les ONG pour les mettre au service de son discours de lutte contre la pauvreté.

C'est dans cette conjoncture que les Etats-Unis ont entamé une offensive pour rétablir leur hégémonie globale et organiser, en fonction de celle-ci, le système mondial dans toutes ses dimensions économiques, politiques et militaires.

Le Magazine du New York Times du 28 mars 1999 présente un article éloquent concernant la stratégie des Etats-Unis: l'image d'un poing aux couleurs américaines, avec la légende suivante :*”Ce dont le monde a besoin – la mondialisation – ne fonctionnera que si les Etats-Unis agissent avec la force toute puissante de leur position de superpuissance”*. La raison de cette action est explicitée en ces termes : *“La main invisible du marché ne*

fonctionnera jamais sans le poing invisible. Mac Donald ne peut être prospère sans Mac Donnell Douglas, qui a construit le F15. Le poing caché qui garantit un monde sûr pour la technologie de la Silicon Valley s'appelle l'armée, l'aviation, la marine et le Marine Corps des Etats-Unis". L'auteur de ces lignes n'est autre que Monsieur Thomas Friedman, conseiller de Madeleine Albright.

Ce discours est donc bien loin des discours sur le marché autorégulé, dont nous abreuvons les économistes à la mode. Il convient de faire observer que la classe dirigeante américaine sait parfaitement que l'économie est politique et que ce sont les rapports de force – militaires inclus – qui commandent les marchés. Selon les dirigeants américains, il ne peut y avoir de marché mondial sans empire militaire américain. Si cette franchise relativement abrupte est possible là-bas, c'est que les médias sont suffisamment contrôlés pour que les objectifs stratégiques du pouvoir ne soient jamais l'objet de débats de fond, le champ de l'expression libre n'étant ouvert que pour ce qui a trait aux personnes et, derrière elles, aux conflits dans la classe dirigeante, parfaitement opacifiés dans ces conditions.

Le silence des pouvoirs européens est plus curieux, feignant de ne pas lire la presse d'outre-atlantique, et interdisant à leurs contradicteurs d'évoquer l'existence même d'une stratégie globale de Washington, en les accusant trop facilement de nourrir une vision conspiratrice de l'histoire, voyant se profiler partout l'ombre du *Grand Satan*.

Pourtant, la stratégie en question est limpide. Les Etats-Unis sont peu convaincus – bien moins que les européens – des vertus de la concurrence, qu'ils violent impunément chaque fois que leurs intérêts sont en jeu. Washington sait que, sans son hégémonisme militaire, les Etats-Unis ne peuvent pas imposer au monde le financement de leur déficit d'épargne, condition du maintien artificiel de leur position économique.

- L'instrument militaire de l'hégémonie : l'OTAN

Cette hégémonie, qui garantirait à son tour celle de la triade sur le système mondial, exigerait donc que leurs alliés acceptent de naviguer dans le sillage américain, comme la Grande-Bretagne, l'Allemagne et le Japon en reconnaissent la nécessité, sans états d'âme, pas même culturels. Du coup, les discours des politiciens européens sur la puissance économique de l'Europe perdent toute portée réelle. Sans projet propre, l'Europe est battue d'avance. On le sait bien à Washington.

Le moyen principal, au service de la stratégie établie par Washington, est l'OTAN, ce qui explique sa survie après l'effondrement de l'adversaire contre lequel l'organisation avait été créée. L'OTAN parle aujourd'hui au nom de la communauté internationale, exprimant par là-

même une défiance vis-à-vis du principe démocratique qui gouverne cette communauté, par le canal de l'ONU. Concernant la stratégie globale, il n'est que rarement question, dans les débats américains, des droits de l'homme ou de la démocratie. Ces paramètres ne sont invoqués que si cela s'avère utile à la mise en œuvre de la stratégie globale.

L'objectif avoué de cette stratégie est de ne tolérer l'existence d'aucune puissance capable de résister aux injonctions de Washington et, pour cela, de chercher à démanteler tous les pays jugés trop grands, comme de créer le maximum d'Etats indépendants de petite taille, proies faciles pour l'établissement de bases américaines, censées assurer leur protection.

La méthode mise en œuvre ne se contente pas de manipulations médiatiques. Elle tente d'enfermer les peuples dans des alternatives immédiates, souvent difficilement acceptables : accepter l'oppression, disparaître, se placer sous le protectorat américain? Pour cela, il faut faire le silence complet sur les politiques qui ont conduit au drame. L'exemple du Kosovo est, sur ce plan, particulièrement démonstratif. Encouragés par leur succès dans la guerre du Golfe, les Etats-Unis se sont alors impliqués dans les affaires européennes, en exploitant adroitement les crises yougoslaves, poursuivant différents objectifs, dont le contrôle de l'Union Européenne n'est pas le moindre.

Cette intervention systématique des Etats-Unis repose sur trois principes : la substitution brutale de l'OTAN à l'ONU, comme moyen de gestion de l'ordre international, l'alignement de l'Europe sur les objectifs stratégiques de Washington, le choix de méthodes militaires renforçant l'hégémonisme américain (bombardements très peu risqués et emploi de troupes supplétives européennes, pour éviter une implication directe sur le terrain, avec les risques inhérents).

Les conséquences de ces options sont catastrophiques, car elles ont ôté toute crédibilité aux discours dominants concernant la démocratie et les droits des peuples. Elles révèlent que l'objectif stratégique vise, en fait, au delà de la Serbie, la Russie et la Chine, comme l'écrivent les stratèges américains. Ainsi, l'OTAN, devenue ouvertement un instrument de l'expansionnisme américain et non plus de la défense européenne, risque de mettre un terme aux illusions d'une autonomie européenne, contraignant l'Europe à un nouvel alignement plus sévère encore que celui imposé dans le passé, sous couvert de la guerre froide.

- *L'option lointaine d'un monde multipolaire*

Seule l'option de la construction de l'Europe dans la perspective d'un monde multipolaire peut lui conférer indépendance et rayonnement. La marge d'autonomie qui définit cette option permettrait l'invention d'un projet de société valable, dans la tradition humaniste

européenne. Elle implique évidemment de reconnaître à la Russie, à la Chine et aux grandes régions du Tiers Monde, la même marge d'autonomie. Elle implique également que la page de l'OTAN soit définitivement tournée, au bénéfice de la définition d'une force européenne, graduellement intégrée, au rythme de la construction politique européenne. Or, en acceptant l'option d'une mondialisation libérale, l'Europe a renoncé à utiliser son potentiel de compétitivité économique et s'est inscrite dans le sillage des ambitions de Washington.

Le choix de cette voie révèle évidemment la fragilité du projet européen, et aussi que ce projet ne bénéficie que d'une priorité subalterne dans l'échelle des visions politiques dominantes. En fait, l'option fondamentale de la Grande-Bretagne, depuis 1945, est de tenter de revivre son rôle impérial, par procuration, à travers les Etats-Unis. Celle de l'Allemagne, après la folie du rêve nazi, est de limiter ses ambitions à la mesure de ses moyens, en reconstituant sa zone d'influence traditionnelle, en direction de l'Europe de l'est et du sud-est. Pour des raisons un peu similaires, le Japon – face à la Chine et même à la Corée – inscrit également ses ambitions régionales dans cette perspective américaine globale.

Pour remonter cette pente qui mène vers un projet européen insignifiant, les forces politiques qui y sont attachées – en France, en Allemagne, en Italie – devraient s'efforcer de retailler ce projet à la mesure du possible immédiat; c'est-à-dire de revenir à un concept plus modeste d'une *Europe des Nations*, en attendant la maturation progressive d'une coopération s'approfondissant graduellement.

Cela impliquerait une approche amicale à l'égard de la Russie, de la Chine et du Tiers Monde, et une réactivation réelle des fonctions de l'ONU. Mais ce n'est pas l'option retenue par les gouvernements européens, y compris les socialistes majoritaires. La priorité donnée à la gestion conservatrice de la monnaie unique, le soutien au libéralisme mondialisé et la stratégie hégémoniste américaine, s'inscrivent contre le projet d'un monde multipolaire.

Le combat pour la démocratie restera parfaitement inefficace s'il s'accompagne de soumission à l'hégémonisme américain. Combattre pour la démocratie signifie donc qu'il faut impérativement prendre plus de distances par rapport à la politique menée par Washington dans le domaine international.

TROISIEME PARTIE : LE CAPITALISME PERMANENT ERIGE EN IMPERIALISME

3.1 L'héritage de l'essor de l'après-guerre

Jusqu'aux années 1950, le contraste entre les centres et les périphéries du système mondial moderne était pratiquement synonyme d'opposition entre les pays industrialisés et non industrialisés. Les révoltes des périphéries, en particulier en Russie et en Chine, ont remis en cause cette différenciation, en engageant leurs sociétés dans le processus de modernisation et d'industrialisation. L'axe autour duquel s'articule le système capitaliste mondial s'est alors constitué autour de cinq monopoles.

- Les nouveaux monopoles

Les monopoles dans le domaine de la technologie exigent des dépenses gigantesques, que seul l'Etat – grand et riche – peut envisager de soutenir.

Les monopoles opérant dans le domaine du contrôle des flux financiers ont acquis une efficacité sans précédent, par la libéralisation de l'implantation des institutions financières majeures.

Les monopoles opérant dans l'accès aux ressources naturelles de la planète sont garantis par la puissance du capital et une omniprésence géographique à l'échelle planétaire.

Les monopoles opérant dans le champ de la communication et des médias ouvrent des moyens nouveaux à la manipulation politique, tout en uniformisant, souvent par le bas, la culture mondiale qu'ils véhiculent.

Enfin, les monopoles opérant dans le domaine des armements de destruction massive constituent l'arme absolue dont la diplomatie américaine s'efforce de se réserver pour elle seule l'usage, en combattant la prolifération.

Ces monopoles produisent une nouvelle hiérarchie dans la répartition du revenu à l'échelle mondiale, réduisant les activités de la périphérie à un statut de sous-traitance.

- Les strates de la périphérie

Au cours de la période 1955-1975 (période de Bandung), les Etats du Tiers Monde avaient mis en œuvre des politiques de développement en vue de réduire l'écart avec les pays industrialisés. Cela impliquait des systèmes de régulation nationale, la négociation permanente y compris collective (Nord-Sud), des systèmes de régulation internationale. Le résultat du

succès inégal de ces politiques a été de produire un Tiers Monde contemporain fortement différencié.

Autour de la triade centrale, le monde contemporain est donc constitué de trois strates de périphérie.

La première est constituée des pays ex-socialistes, qui ont réussi à construire des systèmes productifs nationaux: Chine, Corée, Taïwan, Inde, Brésil, Mexique.

La seconde comprend les pays entrés dans l'industrialisation, mais n'étant pas parvenus à créer des systèmes nationaux. Ils possèdent des établissements compétitifs, mais pas de système globalement compétitif. C'est le cas des pays arabes, de l'Afrique du Sud, de l'Iran, de la Turquie, des pays d'Amérique latine.

La troisième strate est constituée des pays non entrés dans la révolution industrielle. Ils ne sont éventuellement compétitifs que dans les domaines commandés par les avantages naturels: mines, pétrole, produits agricoles tropicaux.

Dans les pays des deux premières strates, les réserves passives n'ont pu être absorbées et varient de 40% (Russie) à 80% (Inde, Chine). En Afrique, cette proportion est proche ou supérieure à 90%.

Le critère de la différence n'est pas seulement celui de la compétitivité des productions industrielles; c'est aussi un critère politique. Dans les périphéries actives, les pouvoirs politiques ont un projet national et une stratégie pour le mettre en œuvre. Mais ces projets nationaux se confrontent à ceux de l'impérialisme dominant, et le résultat de cette confrontation pourrait bien façonner le monde de demain.

Par contre, les périphéries marginalisées n'ont ni projet, ni stratégie. Ce sont alors les puissances occidentales qui pensent pour elles et s'accaparent les projets concernant ces régions, auxquels ne s'oppose, bien souvent, aucun projet d'origine locale. Ces pays sont donc des sujets passifs de la mondialisation.

En tout état de cause, même là où les progrès de l'industrialisation ont été les plus marqués, les périphéries sont demeurées de gigantesques réserves, c'est-à-dire que des proportions très importantes de leur force de travail sont employées dans des activités à faible productivité. Les politiques de modernisation – tentatives de rattrapage des pays développés – imposent en effet des choix technologiques extrêmement coûteux. Cette distorsion est encore aggravée, au plan interne, par une inégalité grandissante dans la répartition du revenu.

3.2 Scénarios d'avenir découlant de la logique du système

- La nouvelle polarisation

L'analyse du système de l'économie mondialisée contemporaine ne permet pas de prédire raisonnablement un scénario probable. Cependant, il faut prendre l'existence de faits nouveaux.

La révolution technologique contemporaine, et en premier lieu l'informatisation, exerce une action puissante, en imposant la restructuration des systèmes productifs, notamment en facilitant l'éparpillement géographiques de segments commandés à distance. Les nouvelles formes du travail affectent profondément la structure des classes sociales et leur perception des problèmes et des défis des travailleurs.

Les grandes firmes transnationales restent en premier lieu des firmes nationales, notamment par la propriété de leur capital. Cependant, elles sont devenues suffisamment puissantes pour développer leurs propres stratégies d'expansion hors, et parfois contre, les logiques des politiques nationales. La liberté que ces firmes revendiquent vis-à-vis des Etats n'est pas la liberté de tous, mais celle, pour les firmes, de faire prévaloir leurs intérêts au détriment des autres.

La financiarisation est, par contre, un phénomène transitoire. Le mode d'accumulation fondé sur la domination financière s'appuie en effet sur la stagnation relative de la croissance, et génère donc une inégalité grandissante dans la répartition du revenu.

Dans la crise générale qui sévit maintenant depuis près de trois décennies, une nouvelle coupure Est-Ouest semble se dessiner. La crise frappe l'ensemble du continent américain, l'Europe occidentale, l'Afrique et le Moyen-Orient, l'Europe de l'Est et les pays de l'ex-URSS. Elle se traduit par une croissance faible, voire négative, la faiblesse des investissements, la croissance du chômage, l'augmentation de l'activité informelle, le tout accompagné d'une inégalité croissante dans la répartition de la richesse.

Par contre, les pays de l'Asie de l'Est et du Sud-Est, l'Inde, ont longtemps donné l'impression de pouvoir résister à la crise en question. Le miracle asiatique a fait couler beaucoup d'encre ; mais la crise financière en Corée du Sud et en Asie du Sud-Est marque probablement la fin de cette exception asiatique à laquelle de nombreux économistes ont beaucoup cru.

La polarisation n'est pas définie une fois pour toutes, de manière immuable. La forme de cette polarisation, représentée pendant un siècle et demi par le contraste entre les pays industrialisés et les pays non industrialisés, a été remise en cause par la libéralisation des périphéries, imposant au centre de s'ajuster aux transformations engendrées par l'industrialisation de ces périphéries.

- *Les divers scénarios de la démocratie*

La prévision est d'autant plus difficile que les mécanismes idéologiques et politiques qui prédominaient ont été bouleversés. La vie et les luttes politiques s'inscrivaient traditionnellement dans le cadre des Etats politiques, dont la légitimité n'était pas mise en cause. Les partis politiques, les syndicats, quelques grandes institutions, constituaient l'ossature principale du système dans lequel s'exprimaient les mouvements politiques, les luttes sociales, les courants idéologiques. On constate que, presque partout dans le monde, l'ensemble de ces institutions a perdu, à des degrés divers, une bonne partie de leur légitimité. A leur place, des mouvements de nature diverses sont apparus, autour des revendications des écologistes, des femmes, en faveur de la démocratie, pour la justice sociale, ou pour affirmer des identités communautaires.

Une grande instabilité caractérise donc cette vie politique nouvelle. Si certains mouvements s'inscrivent dans le refus conscient du projet sociétaire des pouvoirs dominants, d'autres ne s'y intéressent pas et ne le combattent pas. Les pouvoirs savent faire cette distinction; il en résulte la manipulation et le soutien occulte aux uns, le combat résolu envers les autres. Ceci devient la règle de cette vie politique nouvelle, chaotique et agitée.

D'une manière générale, le capitalisme contemporain fonctionne dans un régime de démocratie de basse intensité. L'idéologie moderniste tente de légitimer cet état de fait, en dénigrant les grands débats, portant sur les thèmes fondamentaux, pour leur substituer des faux débats sur la gestion du quotidien. On parle désormais d'alternances (changer les personnes pour continuer à faire la même chose), mais plus d'alternatives (faire autre chose), prétendant que ces alternatives sont impossibles pour des raisons qui dépassent l'opinion sociale.

Ce système de gestion ne peut se passer d'un moyen de pression, capable d'intervenir au niveau mondial. Toutes les forces dominantes acceptent que les Etats-Unis remplissent cette fonction. Il n'y a pas de conflit, en effet, entre la mondialisation proposée par les puissances dominantes et la domination américaine. Ni le Japon, ni l'Union Européenne et ses pays membres n'ont réellement l'ambition de réduire cette puissance, même si, parfois, dans certains pays européens, des voix tentent de se faire entendre pour que cet état de fait change.

La stratégie globale de la vision mondiale vise l'émiettement maximal des forces potentiellement opposées, par le soutien à l'éclatement des formes étatiques d'organisation de la société. L'utilisation des revendications identitaires est exploitée avec un réalisme confinant parfois au cynisme. La question de l'identité communautaire – ethnique, religieuse ou autre – devient ainsi l'une des questions centrales de notre époque.

- *Les réponses aux défis contemporains : l'Europe et la Chine*

L'avenir dépendra dans une large mesure des réponses aux défis qui se dessineront dans les différentes régions du monde. Deux d'entre elles semblent néanmoins décisives: l'Europe et la Russie d'une part, la Chine d'autre part.

Les intérêts dominants en Europe inscrivent incontestablement leurs stratégies dans le cadre de la mondialisation libérale. Ce ne sont pas des agents actifs, capables de remettre en question la domination américaine, ni de développer une autre vision des rapports Nord-Sud.

Les nouveaux rapports Ouest-Est, en Europe, s'inscrivent donc spontanément dans une perspective de *latino-américanisation* de l'Est et non de son intégration sur un pied d'égalité. Mais les états européens sont-ils capables de définir ensemble une autre stratégie, à la hauteur des exigences d'un pacte social progressiste pan-européen? Les options libérales et l'évolution en cours dans l'Europe de l'Est accentuent le déséquilibre à l'intérieur de l'Union, en faveur de l'Allemagne. L'Europe allemande sera-t-elle acceptable à la longue par la Grande-Bretagne, la France, la Russie?

Actuellement, le ralliement à ce projet renforce l'hégémonie américaine globale, parce que l'Allemagne, comme le Japon, jouent ici le rôle de puissance régionales alignées derrière les Etats-Unis, sur les questions de portée mondiale. Mais, pour des raisons historiques de traditions humanistes et socialistes, on ne peut exclure qu'un autre projet européen, à dimension plus sociale, réussisse un jour à s'imposer.

Du fait même du poids que représente ce pays continent, l'évolution de la Chine pèsera lourd dans la balance mondiale. Les scénarios suivants peuvent être envisagés:

- éclatement du pays, avec marginalisation du Nord et de l'Ouest, et intégration du Sud-Est dans un Sud-Est asiatique industrialisé, mais néanmoins dominé par le Japon et les Etats-Unis.
- poursuite du projet national chinois, fondé sur le succès de la redistribution sociale du revenu, l'interdépendance des marchés régionaux, les relations avec l'extérieur.
- dégradation de ce dernier scénario, à savoir la poursuite du projet national, sans sortir du cadre du système de pouvoir en place. Cette dégradation pourrait conduire soit à l'éclatement du pays (premier scénario), soit à une forme plus franche de capitalisme national.
- Évolution à gauche du projet en cours et renforcement du pouvoir des forces sociales populaires, faisant avancer le pays dans la longue transition au socialisme.

- Les nouveaux clivages

On peut imaginer sans difficulté une nouvelle étape de l'expansion capitaliste, fondée sur la croissance accélérée des périphéries actives (Chine, Asie de l'Est, Inde, Amérique latine), la reprise de la croissance en Europe de l'Est et dans l'ex-URSS, comme dans l'Union Européenne, tandis que le monde marginalisé africain et islamique serait abandonné à ses convulsions. L'intensification des échanges entre les régions dynamiques du monde soutiendrait le projet. Plus les échanges s'intensifieraient, et plus la nouvelle polarisation prendrait de l'ampleur. Dans cette perspective, les écarts entre les niveaux de développement des régions s'accroîtraient, et la distance entre les centres et la nouvelle périphérie s'élargirait. La contradiction principale pourrait alors opposer les Etats-Unis et l'Europe. Dans ce cadre, les Etats-Unis et le Japon consolideront leur alliance stratégique (le Japon n'ayant pas d'autre possibilité), entraînant derrière eux les semi-périphéries d'Asie et d'Amérique latine, tandis que l'Europe intégrera, dans son aire de domination, la nouvelle semi-périphérie russe.

Cependant, la puissance américaine a aussi ses limites. En dépit de la puissance militaire, les Etats-Unis sont handicapés par une opinion publique qui n'accepte que la guerre sans risque, ce qui exige que des supplétifs, acceptant les risques normaux de toute intervention, soient fournis par des alliés agissant en subordonnés. Se pose également la question du financement de ce type de guerre. Pour la guerre du Golfe, la question ne se posait pas, les Etats pétroliers de la région n'ayant pas le pouvoir de refuser le financement des opérations (et même du maintien des forces américaines sur leur territoire). Il n'en sera peut-être pas de même lorsque la note sera adressée à l'Europe, suite à la guerre du Kosovo, et peut-être demain dans d'autres interventions semblables.

L'idée est régulièrement avancée que l'hégémonisme américain n'est pas durable, parce qu'il coûte trop cher et que la société américaine elle-même n'est pas prête à en assumer le coût. Or, une réduction sérieuse des dépenses militaires plongerait le pays dans une crise comparable à celle des années 1930. Les Etats-Unis ne sont en effet sortis de la crise des années 1930 que par leur surarmement, pendant et après la seconde guerre mondiale. Aujourd'hui, leur économie est disproportionnée : près du tiers de l'activité économique dépend, directement et indirectement, du complexe militaire. D'autre part, l'hégémonie est rentable, par le privilège qu'assure le dollar en tant que monnaie mondiale. Donc, accepter pour Washington une réduction de leur rôle sur la scène mondiale, voire un partage des responsabilités avec l'Europe et le Japon, entraînerait une réforme du système monétaire international, la perte du privilège

du dollar, et donc, au lieu de permettre des économies, tarirait le flux des capitaux qui opère en leur faveur.

Les scénarios envisagés – avec ou sans hégémonie américaine marquée – apparaissent donc comme négatifs sous de nombreux aspects, particulièrement concernant le Tiers Monde car ils impliquent une pression économique et financière alourdie, l'extraction d'un surplus grandissant, même des pays les plus démunis. Le discours de charité, substitué à celui du développement, en est un témoignage éloquent. La Banque mondiale et les ONG qui naviguent dans son sillage sont déjà les instruments de cette stratégie. Au plan international, les stratégies substituent la triade à la famille des nations qui constituent la planète, l'OTAN au Conseil de Sécurité et à l'Assemblée Générale de l'ONU, la Banque Mondiale au PNUD et aux institutions spécialisées de l'ONU, vassalisées. L'ONU risque alors de subir le sort de la défunte Société Des Nations (SDN), et est déjà traitée comme telle par le G7.

33 Vers une troisième vague de dévastation impérialiste?

L'impérialisme n'est pas un stade du capitalisme, mais est à l'origine de son expansion. La conquête impérialiste de la planète par les européens et les nord-américains s'est faite en deux vagues, et en amorce peut-être une troisième.

- La première vague

Le premier moment de ce déploiement de l'impérialisme s'est organisé autour de la conquête des Amériques, dans le cadre du système mercantiliste de l'Europe atlantique de l'époque. Il s'est soldé par la destruction des civilisations indiennes et leur hispanisation-christianisation ou tout simplement par le génocide, sur lequel se sont en partie construits les Etats-Unis. Si les Espagnols agissaient au nom de la religion qu'il fallait imposer aux peuples conquis pour les introduire dans le salut, les Anglo-protestants reprenaient de leur lecture de la Bible le droit d'exterminer les infidèles, suite au mandat divin de développer le monde. L'esclavage des Noirs, rendu nécessaire par la résistance, puis l'extermination des Indiens, a pris le relais pour contribuer à la mise en valeur des parties utiles du continent. Les Européens de l'époque ont accepté les discours idéologiques qui les ont légitimés, et les protestations n'ont pas trouvé, à ce moment-là, beaucoup d'écho.

Cette expansion capitaliste a produit, avec retard, des forces de libération qui ont remis en question les logiques qui les commandaient. La première révolution du continent a été, à la fin du 18^e siècle, celle des esclaves de Saint-Domingue (Haïti aujourd'hui), suivie, plus d'un

siècle plus tard, par la révolution mexicaine des années 1910 et , cinquante ans après, par celle de Cuba.

- La deuxième vague

Le second moment de l'expansion impérialiste s'est construit sur la base de la révolution industrielle et s'est manifesté par la soumission coloniale de l'Asie et de l'Afrique. Les motivations réelles étaient constituées par l'ouverture de marchés et l'accès aux ressources naturelles du globe. Une fois encore, l'opinion européenne n'a pas vu ces réalités, et a entériné le nouveau discours légitimateur du capital. Il s'agissait cette fois de la fameuse mission civilisatrice.

Encore une fois, les voix des protestataires – de la Commune de Paris aux bolcheviks – n'ont guère trouvé d'écho. Cette seconde phase de l'expansion est à l'origine d'un grand problème auquel se confronte l'humanité: la polarisation gigantesque, qui fait passer les rapports d'inégalité entre les peuples de 1 à 2 vers 1800, pour 80% de la population de la planète, à un rapport de 1 à 60 aujourd'hui, les centres bénéficiaires du système ne regroupant plus que 20% de l'humanité. Ces réalisations prodigieuses de la civilisation ont été, simultanément, le motif des plus violentes confrontations entre les puissances impérialistes.

L'expansion impérialiste a produit, à nouveau, les forces qui en ont combattu le projet : les révolutions socialistes (Chine, Russie), et les révolutions de libération nationale. Leur victoire relative a imposé un demi-siècle de répit à cette expansion – l'après-deuxième guerre mondiale – qui a pu nourrir l'illusion qu'enfin le capitalisme – contraint de s'y ajuster – parvenait à se civiliser.

- Les prémices d'une troisième vague : le devoir d'intervention.

L'amorce du déploiement d'une troisième vague de l'expansion capitaliste est encouragée par l'effondrement du système soviétique et des régimes du nationalisme populiste du Tiers Monde. Les objectifs du capital sont toujours les mêmes, bien qu'ils opèrent dans des conditions nouvelles, parfois fort différentes de celles qui caractérisaient la phase précédente de l'impérialisme. Le discours idéologique destiné à rallier les opinions des peuples de la triade centrale a été rénové et se fonde désormais sur un devoir d'intervention que légitimerait la défense de la démocratie, des droits des peuples et l'humanitaire. Mais si l'instrumentalisation de ce discours paraît évidente aux Africains et aux Asiatiques, l'opinion occidentale s'y est ralliée, avec autant d'enthousiasme que dans les phases antérieures de l'impérialisme.

D'autre part, les Etats-Unis déploient, dans cette perspective, une stratégie systématique qui vise à assurer leur hégémonie absolue en solidarisant, derrière eux, l'ensemble des partenaires occidentaux, par la mise en avant de leur puissance militaire. La guerre du Kosovo a rempli, de ce point de vue, des fonctions décisives, comme en témoigne la capitulation intégrale des états européens, ralliés aux vues concernant le nouveau concept stratégique, adopté par l'OTAN, immédiatement après la victoire en Yougoslavie, les 23-25 avril 1999. Dans ce concept nouveau (qualifié plus brutalement outre-atlantique, de doctrine Clinton), les missions de l'OTAN sont étendues à toute l'Asie et l'Afrique (les Etats-Unis se réservant seuls le droit d'intervenir en Amérique, depuis la doctrine Monroe), avouant par là-même que l'OTAN n'est plus une alliance défensive, mais l'instrument offensif de la politique extérieure des Etats-Unis.

Simultanément, ses missions sont redéfinies, en intégrant de nouvelles menaces (criminalité internationale, terrorisme, armement dangereux de pays hors OTAN). Le président Clinton a d'ailleurs évoqué, à ce sujet, le problème des états voyous, qu'il pourrait être nécessaire de frapper préventivement. L'OTAN est de surcroît libérée de l'obligation de n'agir que sur mandat de l'ONU, traitée avec condescendance, voire mépris. Le ralliement au projet des opinions publiques européennes pourrait constituer une catastrophe aux conséquences tragiques. Le matraquage des médias – focalisé sur les régions d'interventions décidées par Washington – explique sans doute en partie ce ralliement. Mais, au-delà, les Occidentaux sont persuadés que les Etats-Unis et les pays de l'Union Européenne sont démocratiques. Cette conviction tend à leur faire oublier le poids décisif des intérêts du capital dominant.

Comment réagiront les peuples menacés par cette troisième vague d'expansion impérialiste? Il est encore trop tôt pour le dire, mais ils réagiront certainement.

QUATRIEME PARTIE : COMBATTRE POUR UN MONDE MULTIPOLAIRE ET DEMOCRATIQUE

La stratégie déployée par la triade, sous la direction des Etats-Unis, s'assigne pour objectif la construction d'un monde unipolaire, organisé sur la base de deux principes complémentaires : la domination du capital des transnationales et le déploiement d'un empire militaire américain, auquel toutes les nations seraient tentées de se soumettre. Aucun projet n'est tolérable dans cette perspective, pas même le projet européen des alliés subalternes de l'OTAN, à fortiori un projet qui se voudrait autonome à un degré quelconque, comme celui de la Chine, qui doit être brisé, par la violence s'il le faut.

A cette vision d'un monde unipolaire, il faut opposer celle d'une mondialisation multipolaire, seule stratégie permettant un développement social acceptable pour les différentes régions du monde et par là-même la démocratisation des sociétés et la réduction des motifs de conflit. La stratégie hégémoniste des Etats-Unis et de ses alliés de l'OTAN apparaît aujourd'hui comme l'adversaire principal du progrès social, de la démocratie et de la paix.

41 Les arguments du projet unipolaire

L'argument majeur avancé pour justifier la création d'un monde unipolaire est très simple : la mondialisation l'impose. Il n'y aurait donc pas d'autre alternative : le monde est un village, qui a besoin d'un gouvernement mondial, et seuls les Etats-Unis, soutenus par leurs alliés de l'OTAN, peuvent constituer cette autorité nécessaire, la faillite de l'ONU étant évidemment établie, à la fois par le blocage de vetos éventuels de la Chine et de la Russie, et par les atermoiements des nations du Tiers Monde, à l'Assemblée Générale. Les médias matraquent les opinions sur cet air, et toutes les forces politiques occidentales, gauches majoritaires incluses, y souscrivent sans hésitation.

Les Américains ont développé une vision d'ensemble structurée du projet, qualifiée de gouvernance globale. Elle est construite sur deux piliers. Le premier est un pilier économique; il s'agit de transférer tout le pouvoir de décision apparent du FMI et de la Banque Mondiale, à l'OMC et à l'AMI. L'Organisation Mondiale du Commerce et l'Accord Multilatéral sur les Investissements sont des institutions directement à la botte des transnationales. Bien entendu, dans ce projet, les institutions spécialisées des Nations Unies (CNUCED, FAO, PNUD) sont marginalisées ou vassalisées. Le projet élimine donc, d'emblée, la seule véritable interrogation

nécessaire : comment réguler démocratiquement les marchés, tant aux plans nationaux que régionaux et mondiaux?

Le second pilier de cette gouvernance consiste, tout simplement, à substituer l'OTAN (pour la forme, en réalité les Etats-Unis, auxquels s'associent obligatoirement les autres pays de l'OTAN) à toute forme d'expression politique et militaire de la communauté internationale. Ce n'est ni l'Assemblée Générale de l'ONU, ni son Conseil de Sécurité, ni les organisations régionales (comme l'OUA en Afrique), ni même l'OCDE, et pas davantage l'Union Européenne (superbement ignorée en tant que telle par les Américains), qui ont quoi que ce soit à dire pour mettre en œuvre les exigences politiques et militaires de cette gouvernance unilatérale du capital dominant. L'OTAN se substitue à toutes ces organisations. Les gouvernements européens acceptent passivement les discours insipides sur la démocratie et les droits des peuples, qui accompagnent toutes les initiatives offensives de Washington.

42 La multipolarité comme base de la démocratie

Ce projet libéral, appuyé sur une domination impérialiste et militaire, se heurte déjà au refus des peuples. L'histoire est entrée, de ce fait, dans une phase de montée des luttes politiques et sociales, mais aussi de conflits.

Rien de bon ni de solide ne pourra être réalisé sans démocratisation, dans la longue marche nécessaire vers un monde multipolaire. Outre l'adoption de règles formelles de gestion de la vie politique, par les moyens qui sont ceux d'un Etat de droit respectueux du multipartisme, il s'agit bien de la construction de rapports démocratiques, dans tous les domaines de la vie sociale.

Si elle n'est pas accompagnée de politiques sociales efficaces, assurant l'insertion de tous dans la vie économique, la démocratie restera vulnérable, voire même son concept dévalorisé. Seule la démocratisation peut permettre d'espérer une réduction des conflits et, à partir de là, de mettre en place des systèmes de sécurité garants de la paix.

Le monde contemporain ne s'est pas engagé sur cette voie, en dépit du discours concernant la démocrate et du matraquage médiatique qui le répercute à travers le monde. Néanmoins, la phase nouvelle est déjà caractérisée par la montée des luttes, engageant les classes populaires victimes du systèmes. Ces luttes sont caractérisées par un grand pluralisme, qui est une caractéristique de notre époque. A l'origine de ce pluralisme, il y a sans doute l'accumulation des résultats obtenus par les mouvements sociaux. Les défis auxquels ce développement est confronté sont de natures diverses, selon le lieu et le temps.

Mais la crise exacerbe aussi les contradictions, au sein des blocs des classes dominantes, en Russie, en Corée du Sud, en Asie du Sud-Est, demain en Afrique, en Amérique latine et dans le Monde arabe, en Inde. Elle pourrait également avoir des répercussions en Europe, et faire exploser l'unanimité gauche-droite, qui caractérise actuellement la vie politique des sociétés de ce continent. Rien ne garantit que ces contradictions pourront être surmontées par des moyens démocratiques. D'une manière générale, les classes dominantes s'emploient à éviter que les peuples n'interviennent dans les débats, soit en manipulant les opinions (et en sauvegardant ainsi les apparences de la démocratie), soit en envisageant, si nécessaire, le recours à la force.

Ces conflits sont appelés à prendre des dimensions internationales de plus en plus accusées, à opposer des Etats et des groupes d'Etats les uns aux autres. Déjà, on voit se dessiner le conflit entre les Etats-Unis, le Japon et leur fidèle allié australien d'une part, la Chine et les autres pays asiatiques d'autre part. Si les gouvernements européens parvenaient à se libérer de la double soumission au capital et à Washington, on peut imaginer une nouvelle stratégie européenne articulée sur celles de la Russie, de la Chine, de l'Inde, et du Tiers Monde en général, dans la perspective de la construction multipolaire nécessaire.

La question centrale est alors de savoir comment s'articuleront les conflits et les luttes sociales. Celles-ci seront-elles subordonnées, encadrées par les conflits et donc maîtrisées par les pouvoirs dominants, voire instrumentalisées à leur bénéfice? Ou au contraire, les luttes sociales, conquérant leur autonomie, contraindront-elles les pouvoirs à s'adapter à leurs exigences?

43 Une utopie créatrice: un monde multipolaire

L'histoire n'est pas commandée par le déploiement infaillible des lois de l'économie pure ; elle est produite par les réactions sociales aux tendances que ces lois expriment, qui définissent, à leur tour, les rapports sociaux dans lesquels ces lois opèrent. Les forces anti-systémiques – refus organisé, cohérent et efficace de la soumission unilatérale aux exigences du système – façonnent l'histoire véritable. Elles commandent les possibilités et les formes de l'expansion, qui se déploie alors dans les cadres dont ces lois imposent l'organisation.

Le projet d'une réponse humaniste au défi de la mondialisation, inauguré par l'expansion capitaliste, n'est pas une utopie. Il est, au contraire, le seul projet réaliste possible, car l'amorce d'une évolution dans cette direction devrait rallier rapidement des forces sociales puissantes, dans toutes les régions du monde, capables d'en imposer la logique. S'il y a une utopie, au sens banal et négatif du terme, c'est bien celle du projet d'une gestion du système

réduite à la régulation par le marché mondial. Car si la cohérence nationale recule, elle ne cède pas la place à une cohérence mondiale qui reste introuvable.

-

CONCLUSION

Le discours sur la démocratie tenu par les autorités américaines est construit pour masquer les objectifs réels des interventions, qui sont les intérêts économiques et stratégiques des puissances occidentales, alignées derrière les Etats-Unis. Cette attitude de subordonné est plus ou moins volontaire et plus ou moins consciente selon les nations. Elle sert parfois de façon très pratique les intérêts économiques nationaux, et évite d'aborder les questions fondamentales concernant la véritable démocratie, la liberté et l'égalité des peuples.

Les nations européennes, occidentales principalement, ont voulu créer une sorte de contre-pouvoir, l'Union Européenne. Pour que celle-ci puisse jouer un rôle crédible à l'échelle mondiale, elle doit être indépendante. Les Etats-Unis ont bien perçu la menace que constituerait pour eux une Union Européenne forte au plan économique, et indépendante dans le domaine militaire. Leurs efforts visent donc, d'une part à l'amarrer aux Etats-Unis par la tutelle de l'OTAN, organisation d'envergure mondiale dont ils assurent le leadership; d'autre part, ils s'efforcent de contenir l'expansion économique européenne, en exerçant une forme de protectionnisme unilatéral. La véritable guerre commerciale qui dure entre les entreprises Airbus et Boeing en est un exemple probant.

Depuis que la menace soviétique a disparu, les Etats-Unis concentrent leurs efforts sur l'Europe certes, mais aussi sur le Pacifique et l'Extrême-Orient, en s'appuyant sur le Japon et l'Australie. La Chine est bien sûr visée dans cette démarche; elle pourrait également voir les intérêts américains poindre du côté de ses confins occidentaux, avec l'implantation recherchée des Etats-Unis en Asie centrale, tant pour le contrôle des flux pétroliers, que pour tenir des positions stratégiques au carrefour de l'immense Russie, de la Chine, et du monde islamique.

Même si la guerre déclarée au terrorisme depuis septembre 2001 peut freiner temporairement cette volonté d'expansion américaine, elle ne peut la remettre en cause. On peut même estimer que l'occasion est ainsi donnée aux Etats-Unis, avec l'assentiment plus ou moins contraint de la communauté internationale, de poursuivre une expansion stratégique dans une contrée du monde où se trouvent à la fois des intérêts économiques vitaux, et des civilisations totalement différentes, souvent hostiles à leur impérialisme.

Les Etats-Unis ne s'y trompent d'ailleurs pas, en faisant un nouvel effort militaire sur la défense anti-missiles, en accroissant leur budget de défense, et en évoquant dans la Nuclear Review Program l'emploi de charges nucléaires de puissance variable, moyens destinés à lutter contre la menace d'états-voyous, tels qu'ils les qualifient.

Face à cette puissance et cet expansionnisme, l'Union Européenne, tout comme la Russie ou la Chine, ne paraissent guère en mesure de constituer dans un proche avenir des alternatives dans l'équilibre géostratégique mondial. Pourtant, cette multipolarité apparaît comme indispensable à l'avènement d'un monde démocratique, car elle offrirait un équilibre et une possibilité de choix pour les nations et les peuples.

BIBLIOGRAPHIE

- **Le grand Echiquier** ; Zbigniew BRZEZINSKY ; 1997
- **Le XXI^{ème} siècle ne sera pas américain** ; Pierre BIARNES ; 1998
- **Le XXI^{ème} siècle sera américain** ; G.A. Alfredo VALLADAO ; 1993
- **La Guerre Economique mondiale** ; Bernard ESAMBERT ; 1992
- **Mondialisation et citoyenneté** ; J.-P. MICHELS et D. UZUNIDIS ; 1999

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	3
1. PREMIÈRE PARTIE : L'OTAN, BRAS ARME DE LA DOMINATION AMERICAINE	4
1.1 LE CAS DE LA YOUGOSLAVIE	4
1.2 L'ENSEIGNEMENT DES AUTRES CAS	7
1.3 LA LECTURE DU SUD	8
DEUXIEME PARTIE : LE PROJET IMPERIALISTE AMERICAIN ET L'EFFACEMENT DU PROJET EUROPEEN	10
2.1 L'ORIGINE DE LA PHASE NEO-LIBERALE	10
2.2 LA GESTION ECONOMIQUE DE LA CRISE	11
2.3 L'HEGEMONIE DES ETATS-UNIS	12
2.4 L'OFFENSIVE DES ETATS-UNIS FACE AU PROJET EUROPEEN	13
TROISIEME PARTIE : LE CAPITALISME PERMANENT ERIGE EN IMPERIALISME	17
3.1 L'HERITAGE DE L'ESSOR DE L'APRES-GUERRE	17
3.2 SCENARIOS D'AVENIR DECOULANT DE LA LOGIQUE DU SYSTEME	18
3.3 VERS UNE TROISIEME VAGUE DE DEVASTATION IMPERIALISTE?	23
QUATRIEME PARTIE : COMBATTRE POUR UN MONDE MULTIPOLAIRE ET DEMOCRATIQUE	26
41 LES ARGUMENTS DU PROJET UNIPOLAIRE	26
42 LA MULTIPOLARITE COMME BASE DE LA DEMOCRATIE	27
43 UNE UTOPIE CREATRICE: UN MONDE MULTIPOLAIRE	28
CONCLUSION	29
BIBLIOGRAPHIE	32